



Commission économique pour l'Europe**Comité de l'innovation, de la compétitivité
et des partenariats public-privé****Dixième session**

Genève, 23-25 mai 2016

Point 8 c) de l'ordre du jour

Activités de renforcement des capacités**Rapport sur les activités
de renforcement des capacités****I. Introduction**

1. Dans le mandat du Comité de l'innovation, de la compétitivité et des partenariats public-privé (ci-après, le Comité), les services consultatifs à la demande et d'autres activités de renforcement des capacités constituent l'un des trois grands axes d'intervention contribuant à la réalisation des objectifs du Comité.
2. À sa neuvième session, tenue les 3 et 4 septembre 2015, le Comité s'est félicité des résultats positifs et de la pertinence de ces activités de renforcement des capacités, dont celles en particulier organisées sur le terrain à la demande des États membres. Il a également remercié les donateurs qui avaient versé des contributions volontaires et a souligné combien ces contributions en espèces et en nature étaient importantes pour le succès de ses activités de renforcement des capacités et de ses services de conseil ainsi que pour étendre la portée de ces activités.
3. Le présent document fait état des activités de renforcement des capacités menées par le sous-programme sur la coopération et l'intégration économiques entre le 1^{er} juillet 2015 et le 29 février 2016. Ces activités ont été financées sur le budget ordinaire du sous-programme et grâce à des ressources extrabudgétaires collectées par la Division du commerce et de la coopération économique. Le présent rapport rend également compte des activités menées ou coordonnées par le Conseiller régional chargé du sous-programme sur la coopération et l'intégration économiques.
4. Pendant la période à l'examen, le secrétariat a bénéficié de contributions volontaires (y compris en nature) des gouvernements russe et tadjik, de la Banque d'État pour le développement et les relations économiques extérieures (Vnesheconombank) de la Fédération de Russie, de la Confédération des associations internationales d'entrepreneurs,



de la Banque eurasiennne de développement, de l'Union européenne, de l'Institut Français d'Experts Juridiques Internationaux et de l'Université Toyo (Japon).

5. Le présent document fait également état des activités de renforcement des capacités dans lesquelles le secrétariat a joué le rôle de chef de file, assumant pour l'essentiel la responsabilité de l'organisation technique, logistique et financière, et où des membres du secrétariat ont pris part en qualité de coorganisateur ou ont contribué à la partie fonctionnelle de la manifestation. À chaque fois, le secrétariat a sollicité ses vastes réseaux d'experts pour obtenir un appui technique.

6. Pour étendre la portée des recommandations de politique générale, le secrétariat s'efforce aussi de concevoir les réunions qui se déroulent à Genève de façon à ce qu'elles comprennent des volets consacrés au renforcement des capacités auxquels peuvent participer les États membres.

7. Le présent document est structuré comme suit : la deuxième partie donne un aperçu des activités de renforcement des capacités menées pendant la période à l'examen ; la troisième porte sur les principales activités de renforcement des capacités prévues à compter de mars 2016 et leurs objectifs, et la quatrième décrit les liens entre les activités de renforcement des capacités du Comité et les programmes mondiaux de développement. À l'annexe I, on trouvera un tableau synthétisant l'ensemble des activités de renforcement des capacités menées pendant la période à l'examen et, à l'annexe II, un tableau énumérant les activités prévues à compter de mars 2016.

II. Principaux résultats des activités de renforcement des capacités réalisées pendant la période à l'examen

8. Dans le domaine de l'innovation, de la compétitivité et du développement fondé sur le savoir, le secrétariat a organisé une grande conférence-bilan à Minsk pour tirer les enseignements des cinq premières études de performance en matière d'innovation réalisées depuis 2010 au Bélarus, en Arménie, au Kazakhstan, au Tadjikistan et en Ukraine. Les enseignements tirés, tant du point de vue des méthodes à suivre que de la mise en œuvre des politiques, ainsi que les débats sur la manière dont les politiques d'innovation peuvent contribuer à faire progresser les objectifs de développement durable (ODD) seront très utiles pour les futures études.

9. Le secrétariat, en collaboration avec le Gouvernement biélorussien, a également entrepris une nouvelle étude sur l'innovation au service du développement durable dans le prolongement de la première étude de performance en matière d'innovation réalisée il y a cinq ans. Ce projet a déjà débouché sur de nouvelles recommandations de politique générale et contribuera à renforcer les capacités d'innovation dans des domaines essentiels pour le développement durable.

10. Pour soutenir l'application du Programme de développement durable à l'horizon 2030, le secrétariat a organisé deux réunions de haut niveau à Genève à l'occasion de la neuvième session du Comité. Ces réunions ont permis d'examiner l'apport des politiques relatives à la science, l'innovation et la technologie à la mise en œuvre des ODD et de souligner l'importance des normes applicables aux partenariats public-privé (PPP) pour la mobilisation de fonds privés destinés à combler l'énorme déficit en matière d'infrastructures auquel les pays se heurtent au moment de mettre en œuvre les ODD. Les réunions ont permis de mieux faire comprendre aux délégués, aux experts internationaux et aux représentants du secteur privé qui y ont participé les liens fondamentaux existant entre l'innovation, les PPP et le développement durable, et d'aboutir à des suggestions concrètes sur la suite à donner à ces manifestations.

11. Dans le domaine des PPP, le Centre international d'excellence en matière de PPP a mené des activités de renforcement des capacités et des missions consultatives de trois grands types : a) des missions consultatives du Conseil consultatif sur les PPP de la CEE auprès des autorités nationales sur les politiques, programmes et projets nationaux en matière de PPP ; b) un projet de renforcement des capacités en matière de PPP au Bélarus ; et c) des conférences et forums internationaux pour l'échange de meilleures pratiques et de modèles relatifs aux PPP.

12. Pendant la période à l'examen, quatorze activités de renforcement des capacités et de conseil ont été organisées au total : six missions et réunions consultatives du Conseil consultatif sur les PPP, deux activités de renforcement des capacités dans le cadre du projet de renforcement des capacités en matière de PPP au Bélarus et six activités dans le domaine des PPP comportant un volet consacré au renforcement des capacités.

13. Ces activités de renforcement des capacités liées aux PPP ont contribué à mieux faire comprendre les éléments porteurs que sont notamment les politiques et les institutions propres à : améliorer l'élaboration et l'exécution de projets de PPP ; renforcer les capacités des responsables nationaux à identifier et à mettre en œuvre des projets de PPP susceptibles d'être financés qui contribuent à la réalisation des ODD ; recenser les meilleures pratiques et modèles internationaux en matière de PPP dans différents secteurs ; et adhérer au processus d'élaboration de normes et de recommandations internationales en matière de PPP engagé par la CEE dans l'optique des ODD, le comprendre et y contribuer.

14. Pour appuyer le Programme spécial des Nations Unies pour les pays d'Asie centrale (SPECA), le secrétariat a organisé à Douchanbé (Tadjikistan) en novembre 2015 le Forum économique du SPECA intitulé « Appui à la mise en œuvre et au suivi du Programme de développement durable à l'horizon 2030 dans la région visée par le SPECA ». Les participants au Forum ont conclu que le renforcement de la coopération sous-régionale était une condition préalable importante à la réalisation des ODD, compte tenu des difficultés particulières rencontrées par les pays membres du SPECA. Cette conclusion a été communiquée au Conseil d'administration du SPECA, qui a décidé de renforcer son rôle et celui de ses groupes de travail thématiques à l'appui des ODD.

15. Pendant le Forum économique, le secrétariat a organisé une séance sur la politique de l'innovation pour aider les pays membres du SPECA à élaborer des politiques relatives à la science, l'innovation et la technologie. Cette rencontre a permis de recenser les difficultés communes à ces pays concernant la performance en matière d'innovation et les diverses politiques possibles pour les surmonter.

III. Activités de renforcement des capacités et de conseil prévues pour les douze prochains mois

16. Dans le domaine de l'innovation, de la compétitivité et du développement fondé sur le savoir, les activités de renforcement des capacités et de conseil s'attacheront entre autres à faciliter la mise en œuvre des recommandations de politique générale issues des études nationales de performance en matière d'innovation de la CEE, des conférences ou des séminaires nationaux à l'intention de décideurs et d'experts étant programmés en Arménie, au Kazakhstan, au Tadjikistan et en Ukraine.

17. On s'efforcera aussi de favoriser les échanges de connaissances entre pays sur les politiques appliquées en organisant des conférences d'orientation ou d'autres manifestations internationales portant sur certains aspects des politiques d'innovation. Une conférence est prévue à Minsk (Bélarus) à l'automne 2016 et la réunion annuelle de l'Équipe de spécialistes des politiques d'innovation et de compétitivité se tiendra à la même période à Genève.

18. Troisièmement, les activités se concentreront sur le renforcement des capacités et la fourniture de conseils sur la façon d'aligner les politiques nationales d'innovation sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030. L'objectif est d'aider les pays à élaborer des cadres directeurs qui encouragent les entreprises et la société civile à concevoir et à mettre en œuvre des solutions novatrices aux problèmes de durabilité.

19. Dans le domaine des PPP, une forte demande existe pour les activités de renforcement des capacités et les services consultatifs, notamment ceux fournis par le Conseil consultatif sur les PPP. Plusieurs activités financées pour la plupart par des ressources extrabudgétaires ont déjà été programmées pour 2016. Elles comprennent les missions et les réunions consultatives du Conseil consultatif sur les PPP et les activités du domaine des PPP comportant un volet consacré au renforcement des capacités énumérées à l'annexe II. Ces activités de renforcement des capacités dans le domaine des PPP ont pour principaux objectifs d'aider les gouvernements de pays à revenu faible ou intermédiaire à mieux réaliser leurs projets de PPP et à identifier des projets de PPP susceptibles d'être financés qui soutiennent les ODD.

20. Pour soutenir les pays membres du SPECA, le secrétariat organisera le Forum économique 2016 du SPECA cet automne à Ganja (Azerbaïdjan). Le Forum examinera la manière dont ces pays peuvent renforcer la compétitivité de leur économie grâce à l'innovation, la diversification et l'amélioration de l'accès aux marchés. Le secrétariat organisera également une réunion sur le renforcement des capacités lors de la huitième session du Groupe de travail thématique du SPECA sur le développement fondé sur le savoir qui se tiendra à Almaty (Kazakhstan) au cours du second semestre de 2016.

IV. Prochaines étapes

21. Les activités de renforcement des capacités du Comité peuvent contribuer pour beaucoup à faire progresser le Programme de développement durable à l'horizon 2030 ainsi que le Programme d'action d'Addis-Abeba au niveau régional.

22. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 recouvre les 17 ODD et les 169 cibles connexes convenus par les États Membres de l'ONU en septembre 2015. L'un des principaux objectifs de développement durable consiste à bâtir une infrastructure résiliente, à promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et à encourager l'innovation (objectif 9). La réalisation de cet objectif exigera des investissements massifs dans les infrastructures ; les partenariats public-privé pourraient donc jouer ici un rôle central en mobilisant les ressources financières nécessaires tout en exploitant la capacité du secteur privé de tirer le meilleur parti des sommes investies. Il faudra également renforcer les capacités pour promouvoir le développement technologique, la recherche et l'innovation tout en assurant un cadre réglementaire favorable.

23. Le Programme d'action d'Addis-Abeba réaffirme l'importance de la science, de la technologie, de l'innovation et du renforcement des capacités et les place parmi les sept principaux domaines d'intervention (domaine d'intervention G). Il reconnaît en particulier l'importance de la création, du perfectionnement et de la diffusion de nouvelles innovations et technologies ainsi que du savoir-faire connexe, dont le transfert de technologies, en tant que puissants moteurs de la croissance économique et du développement durable. Le Programme d'action fait en outre référence au rôle que les partenariats public-privé jouent dans le financement des infrastructures.

24. Le secrétariat poursuivra ses activités de renforcement des capacités et de conseil en étroite coopération avec les équipes de spécialistes du Comité, les autres organes intergouvernementaux de la CEE et d'autres organisations internationales dans les

domaines présentant un intérêt commun, afin de tirer parti des complémentarités et des synergies.

25. Dans le cadre de la contribution de la CEE à l'exécution du Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, le secrétariat facilitera la participation des femmes à ses activités de renforcement des capacités dans des conditions d'égalité.

26. Les pays en transition manifestent de plus en plus d'intérêt pour les activités de renforcement des capacités et de conseil du Comité, en particulier celles qui privilégient la dimension nationale. Le secrétariat continuera à répondre à cette demande croissante dans la limite des ressources disponibles et des mandats qui lui ont été confiés.

27. Le secrétariat invitera les pays membres et les membres des équipes de spécialistes à participer activement aux activités de renforcement des capacités et de conseil.

Annexe I

Activités de renforcement des capacités menées pendant la période à l'examen (1^{er} juillet 2015-29 février 2016)

Activités de renforcement des capacités relatives aux politiques d'innovation

N°	Titre, lieu, date	Objectif(s)	Résultats	Partenaires
1.	Contribution à la première Conférence de l'Azerbaïdjan sur le développement durable et la responsabilité sociale des entreprises, Bakou (Azerbaïdjan), 15 octobre 2015	Renforcer les capacités d'innovation pour promouvoir le développement durable	Une centaine environ de participants issus de l'administration publique, d'établissements universitaires et du monde des affaires sont plus à même de collaborer à la conception et la mise en œuvre de solutions novatrices aux problèmes de durabilité.	Bureau du PNUD en Azerbaïdjan
2.	Consultations sur la réalisation éventuelle d'une étude de performance en matière d'innovation en Azerbaïdjan, Bakou (Azerbaïdjan), 16 octobre 2015	Préparer le terrain pour la réalisation éventuelle d'une étude sur l'innovation au service du développement durable en Azerbaïdjan	Les partenaires (voir colonne de droite) sont plus à même d'effectuer les préparatifs nécessaires pour participer activement à une éventuelle étude sur l'innovation au service du développement durable.	Bureau du PNUD en Azerbaïdjan, Académie des sciences, Ministère de l'économie et de l'industrie, Ministère des TIC
3.	Conférence internationale intitulée « De meilleures politiques pour innover davantage : évaluation-mise en œuvre-suivi », Minsk (Biélarus), 17 et 18 novembre 2015	Tirer les enseignements des cinq premières études de performance en matière d'innovation et examiner les changements méthodologiques à apporter pour les futures études	Grâce à des échanges nourris d'expériences nationales et des exposés d'experts internationaux, les participants de cinq pays (Azerbaïdjan, Arménie, Kazakhstan, Ukraine et Biélarus) ont appris à mieux évaluer et à améliorer l'efficacité et l'impact des politiques d'innovation, ainsi qu'à tirer profit de ces politiques pour faire progresser les ODD.	Comité d'État pour la science et la technologie de la République du Biélarus

<i>N°</i>	<i>Titre, lieu, date</i>	<i>Objectif(s)</i>	<i>Résultats</i>	<i>Partenaires</i>
4.	Mission préparatoire à la réalisation d'une étude sur l'innovation au service du développement durable au Bélarus (deuxième étude sur l'innovation), Minsk (Bélarus), 19-24 novembre 2015	Mieux comprendre la performance en matière d'innovation du Bélarus	Des responsables de l'administration publique ont reçu de la part d'éminents experts de la CEE des observations détaillées, fondées sur les meilleures pratiques internationales, sur leur projet de stratégie nationale pour un développement plus innovant (2016-2020)	Comité d'État pour la science et la technologie de la République du Bélarus
5.	Contribution au troisième Forum sur la gouvernance d'Internet « Création pour le développement régional d'un environnement propice aux innovations dans le secteur des TIC », Bakou (Azerbaïdjan), 3 et 4 décembre 2015	Renforcer les capacités d'élaboration de politiques d'innovation dans le secteur des TIC pour promouvoir le développement régional	Quelque 150 participants issus de l'administration publique, d'établissements universitaires et du monde des affaires sont plus à même de collaborer à l'élaboration et la mise en œuvre des politiques d'innovation dans le secteur des TIC afin de promouvoir le développement régional.	Ministère azerbaïdjanais des communications et des hautes technologies, Bureau du PNUD en Azerbaïdjan, Forum sur la gouvernance d'Internet, Université ADA
6.	Séminaire de politique appliquée intitulé « Écarts en matière d'adoption des innovations – Stratégies et solutions de nature à accélérer l'adoption et la diffusion des innovations » (débat de fond de la réunion annuelle de l'Équipe de spécialistes des politiques d'innovation et de compétitivité), Genève, 16 et 17 décembre 2015	Recenser les bonnes pratiques internationales concernant les mesures que les gouvernements peuvent prendre pour accélérer l'adoption et la diffusion des innovations, qui sont essentielles pour le développement durable	Les responsables de l'administration publique, en particulier ceux originaires de pays en transition, sont plus à même d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques dans ce domaine ainsi que de les évaluer.	Division de l'énergie durable, Division de l'environnement, Division du logement et de l'aménagement du territoire de la CEE, Conseil mondial des entreprises pour le développement durable

Activités de renforcement des capacités relatives aux partenariats public-privé

N°	Titre, lieu, date	Objectif(s)	Résultats	Partenaires
1.	Conférence internationale tenue à l'occasion de l'inauguration du Centre international spécialisé dans les PPP au sein des administrations locales, Tokyo (Japon), 4 août 2015	<p>Signer un mémorandum d'accord en vue de la création au Japon d'un Centre international spécialisé dans les PPP au sein des administrations locales</p> <p>Lancer les travaux du Centre sur les meilleures pratiques internationales en matière de PPP</p> <p>Promouvoir les travaux de la CEE sur les PPP en général et les travaux du Centre créé au Japon en particulier auprès des pays en développement et des pays en transition d'Asie</p>	<p>Création au Japon du Centre international spécialisé dans les PPP au sein des administrations locales</p> <p>Plusieurs projets municipaux ont été jugés susceptibles de servir de projets pilotes dans le domaine des PPP</p>	Université Toyo (Japon) et Asia PPP Institute
2.	Atelier sur les PPP et les ODD, Hong Kong (Chine), 21 juillet 2015	Promouvoir les travaux de la CEE sur les PPP dans le secteur des transports et mieux faire comprendre comment les PPP peuvent contribuer à la réalisation des ODD	<p>Il a été convenu que la Chine deviendrait un centre international spécialisé dans la logistique des transports.</p> <p>La Chine a accepté d'apporter une contribution financière à la CEE en vue de l'élaboration de normes en matière de PPP à l'appui des ODD.</p>	Université de Hong Kong, Hong Kong Bankers Club et China Everbright Water Ltd
3.	Réunion consultative du Conseil consultatif sur les PPP, Minsk (Biélorus), 24 et 25 septembre 2015	<p>Accorder la priorité à des projets pilotes de PPP</p> <p>Examiner le projet final de loi sur les PPP avec la commission parlementaire mixte chargée des affaires économiques et sociales</p>	<p>Cinq projets de PPP ont été classés prioritaires</p> <p>Le projet de loi sur les PPP a été amélioré pour tenir compte des meilleures pratiques juridiques internationales en matière de PPP.</p>	Ministère de l'économie, Ministère des finances, Conseil interministériel pour les infrastructures, commission parlementaire mixte chargée des affaires économiques et sociales et PNUD

N°	Titre, lieu, date	Objectif(s)	Résultats	Partenaires
4.	Atelier sur les PPP et les ODD, New York (États-Unis d'Amérique), 12 et 13 octobre 2015	Présenter des projets de PPP qui contribuent à la réalisation des ODD Mettre en commun les données d'expérience des membres du Conseil consultatif sur les PPP concernant des projets qui ont pour effet de transformer les collectivités locales	Identification de cinq projets de PPP pouvant servir de modèle dans d'autres pays à revenu faible ou intermédiaire en raison de leur adaptabilité et de leur reproductibilité	Ministère français des affaires étrangères et UNITAR
5.	Conférence internationale sur les PPP dans le secteur des transports, Saint-Petersbourg (Fédération de Russie), 15 octobre 2015	Recenser les études de cas sur le secteur des transports à incorporer dans le guide des meilleures pratiques internationales	Dix études de cas sur le secteur routier ont été retenues pour être incorporées dans le guide des meilleures pratiques internationales en matière de PPP que la CEE élabore actuellement avec le soutien de l'École supérieure de gestion de l'Université d'État de Saint-Petersbourg.	Université d'État de Saint-Petersbourg
6.	Séminaire international sur les politiques responsables en matière d'achats dans le cadre de PPP, Moscou (Fédération de Russie), 16 octobre 2015	Mettre en commun les données d'expérience des membres du Conseil consultatif sur les PPP concernant la passation de marchés publics dans le cadre de PPP dans différents pays Parvenir à un consensus sur la portée des travaux de l'équipe de projet visant à élaborer une norme relative aux politiques responsables en matière d'achats dans le cadre de PPP	Une proposition de projet a été élaborée et les travaux ont commencé sur le projet de norme relative aux politiques responsables en matière d'achats.	Federal Center for Project Finance, Banque d'État pour le développement et les relations économiques extérieures de la Fédération de Russie
7.	Forum international sur la promotion des PPP pour le développement durable, Annemasse (France), 29 et 30 octobre 2015	Examiner le rôle des PPP dans la promotion du développement durable à l'échelle des collectivités locales	Une déclaration a été adoptée au Forum appuyant les principes de la CEE sur la bonne gouvernance dans les PPP pour leur contribution essentielle au développement durable.	Ministère français des affaires étrangères, Annemasse Agglo, UNITAR
8.	Séminaire sur les PPP dans le secteur de l'électrification rurale hors réseau, Singapour, 29 octobre 2015	Parvenir à un consensus sur la portée des travaux de l'équipe de projet visant à élaborer une norme applicable aux PPP dans le secteur de l'électrification rurale hors réseau	Désignation du responsable de l'équipe de projet et de plusieurs membres de cette équipe Identification des questions devant figurer dans le projet de norme applicable aux PPP dans le secteur de l'électrification rurale hors réseau	Chambre de commerce française de Singapour

N°	Titre, lieu, date	Objectif(s)	Résultats	Partenaires
		Rechercher des études de cas réalisées dans des pays asiatiques à revenu faible ou intermédiaire pouvant fournir des données empiriques utiles à l'élaboration de la norme		
9.	Voyage d'étude en France à l'intention de hauts responsables politiques belarussiens, 15-18 septembre 2015	Effectuer des visites sur le site de projets de PPP opérationnels en France et s'inspirer des meilleures pratiques en matière de PPP	Des projets pilotes de PPP dans les secteurs des transports routiers, de l'énergie et de la santé en cours d'exécution au Bélarus ont été revus sur la base de l'expérience acquise en France dans le cadre des projets intéressant ces secteurs.	Ministères français des affaires étrangères et des finances, Ministère belarussien de l'économie et PNUD
10.	Conférence internationale sur les PPP, Minsk (Bélarus), 6 novembre 2015	Faire la synthèse des activités menées dans le cadre du projet de renforcement des capacités en matière de PPP du Bélarus Achever les travaux sur le projet de loi sur les PPP du Bélarus	Le Gouvernement a adopté le plan national pour les infrastructures du Bélarus. Le Parlement belarussien a adopté une nouvelle loi sur les PPP.	Ministère belarussien de l'économie, Union européenne et PNUD
11.	Conférence internationale tenue à l'occasion de l'inauguration du Centre international spécialisé dans les PPP au service de villes intelligentes et durables, Barcelone (Espagne), 17 et 18 novembre 2015	Lancer les travaux du Centre sur les meilleures pratiques internationales en matière de PPP Échanger les meilleures pratiques adoptées de par le monde dans le domaine des villes intelligentes et durables	Création en Espagne du Centre international spécialisé dans les PPP au service de villes intelligentes et durables Plusieurs projets ont été retenus pour figurer comme études de cas dans les guides des meilleures pratiques.	IESE Business School, Université de Navarre
12.	Réunion consultative du Conseil consultatif sur les PPP, Chisinau (République de Moldova), 26 novembre 2015	Mener des discussions préliminaires avec le Ministère de l'économie et la municipalité de Chisinau sur certains projets pilotes de PPP	Plusieurs projets ont été retenus pour servir de projets pilotes de PPP, mais les travaux doivent se poursuivre pour assurer leur viabilité financière (le Conseil consultatif sur les PPP s'acquittera de cette tâche en 2016).	Ministère de l'économie, municipalité de Chisinau

N°	Titre, lieu, date	Objectif(s)	Résultats	Partenaires
13.	Réunion consultative du Conseil consultatif sur les PPP, Varsovie (Pologne), 1 ^{er} et 2 décembre 2015	<p>Aider le Gouvernement à constituer une réserve de projets et à mieux mettre en place les PPP</p> <p>Mettre en commun les données d'expérience internationales en matière de sélection de projets, notamment au niveau régional</p>	Le Ministère polonais de l'économie a pris conscience du fait qu'il était important d'avoir une réserve de projets de PPP car cela indiquait aux investisseurs que les PPP se développaient bien dans le pays et qu'ils bénéficiaient du soutien des autorités.	Ministère de l'économie
14.	Réunion consultative du Conseil consultatif sur les PPP, Kiev (Ukraine), 3 et 4 décembre 2015	<p>Aider le Gouvernement à mieux mettre en place les PPP</p> <p>Donner des conseils sur des projets pilotes de PPP dans le secteur portuaire</p>	Le Conseil consultatif a retenu deux des huit projets pilotes identifiés par le Gouvernement comme pouvant se prêter à des procédures de marchés publics dans le cadre de PPP.	Ministère de l'économie

Activités de renforcement des capacités menées à l'appui du Programme spécial des Nations Unies pour les pays d'Asie centrale

<i>N°</i>	<i>Titre, lieu, date</i>	<i>Objectif(s)</i>	<i>Résultats</i>	<i>Partenaires</i>
1.	Séance sur les politiques d'innovation organisée dans le cadre du Forum économique 2015 du SPECA, Douchanbé (Tadjikistan), 10 novembre 2015	Présenter les bonnes pratiques internationales en matière de politiques d'innovation	Les décideurs de pays participant au SPECA ont acquis une meilleure compréhension de la méthode d'évaluation des politiques et des systèmes nationaux d'innovation, des difficultés communes à la région visée par le SPECA s'agissant de la performance en matière d'innovation, et des moyens d'action existant pour surmonter ces difficultés.	Ministère tadjik de l'industrie et des nouvelles technologies
2.	Forum économique du SPECA intitulé « Appui à la mise en œuvre et au suivi du Programme de développement durable à l'horizon 2030 dans la région visée par le SPECA », Douchanbé (Tadjikistan), 10 et 11 novembre 2015	Évaluer les besoins et les plans d'examen et convenir d'un programme d'activités de renforcement des capacités pour appuyer la mise en œuvre et le suivi du Programme de développement durable à l'horizon 2030 dans la région visée par le SPECA	Adoption par le Conseil d'administration du SPECA d'une décision demandant à la CEE, à la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) et à d'autres organismes des Nations Unies de fournir une assistance, notamment dans le domaine du renforcement des capacités, pour mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et en assurer le suivi.	Gouvernements afghan, azerbaïdjanais, kazakh, kirghize, tadjik et turkmène CESAP, PNUD, Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale

Autres activités de renforcement des capacités (conférences conjointes, par exemple)

<i>N°</i>	<i>Titre, lieu, date</i>	<i>Objectif(s)</i>	<i>Résultats</i>	<i>Partenaires</i>
1.	Conférence internationale de haut niveau sur la libération du potentiel économique pour un développement durable, Genève, 2 septembre 2015	Examiner les moyens de libérer le potentiel économique pour la mise en œuvre des ODD grâce au commerce international, à l'innovation et aux partenariats public-privé	Les décideurs qui ont participé à la conférence ont pu mieux comprendre le rôle joué par les politiques d'innovation et les PPP dans la mise en œuvre des ODD.	Comité directeur des capacités et des normes commerciales de la CEE
2.	Débat de fond de haut niveau sur l'innovation, la compétitivité et les PPP – leur rôle fondamental dans les ODD, 3 septembre 2015	Examiner le rôle joué par l'innovation et les PPP dans la mise en œuvre des ODD	Les décideurs qui ont participé au débat ont acquis une meilleure compréhension du rôle concret joué par la science, la technologie, l'innovation et les normes en matière de PPP dans la mise en œuvre des ODD et de leurs cibles.	

Annexe II

Activités de renforcement des capacités prévues à compter de mars 2016

Activités de renforcement des capacités relatives aux politiques d'innovation

N°	Titre, lieu, date	Objectif(s)	Partenaires
1.	Mission d'information pour la préparation de l'étude sur l'innovation au service du développement durable du Bélarus, 14-18 mars 2016	Améliorer encore le cadre dans lequel s'inscrivent les politiques du Bélarus en matière d'innovation, en s'attachant principalement à favoriser le développement durable	Comité d'État pour la science et la technologie
2.	Atelier consultatif sur le financement par dons des premiers stades de l'innovation, Astana (Kazakhstan), juin 2016	Fournir des conseils sur le projet de loi d'application et les règles et procédures qui l'accompagnent relatives à la distribution de subventions publiques pour financer les innovateurs en amont	Agence nationale kazakhe pour le développement technologique
3.	Atelier consultatif organisé pour donner suite à l'étude de performance en matière d'innovation de l'Arménie, Erevan (à confirmer)	Fournir des conseils sur la manière de mettre en œuvre certaines recommandations de politique générale issues de l'étude	Ministère arménien de l'éducation et des sciences
4.	Atelier consultatif organisé pour donner suite à l'étude de performance en matière d'innovation de l'Ukraine, Kiev (à confirmer)	Fournir des conseils sur la manière de mettre en œuvre certaines recommandations de politique générale issues de l'étude	À confirmer
5.	Lancement de l'étude de performance en matière d'innovation du Tadjikistan et, immédiatement après, mission consultative de suivi (à confirmer)	Faire connaître dans le pays les conclusions de l'étude et les recommandations qui en résultent, et faciliter la mise en œuvre dans ces domaines	Ministère tadjik de l'industrie et des nouvelles technologies
6.	Dixième réunion de l'Équipe de spécialistes des politiques d'innovation et de compétitivité, Genève, 16 et 17 octobre 2016	Recenser et faire connaître les bonnes pratiques les plus récentes adoptées dans le monde concernant certaines questions relatives à l'innovation	
7.	Réunion consacrée au renforcement des capacités pour ce qui concerne la création d'entreprises innovantes (à confirmer)	Faire part des succès remportés par Israël en matière de création d'entreprises innovantes et dégager plus facilement des enseignements des politiques mises en œuvre	Gouvernement israélien

<i>N°</i>	<i>Titre, lieu, date</i>	<i>Objectif(s)</i>	<i>Partenaires</i>
8.	Lancement de l'étude sur l'innovation au service du développement du Bélarus, Minsk, début 2017	Faire connaître dans le pays les conclusions de l'étude et les recommandations qui en résultent, notamment sur le rôle que l'innovation pourrait jouer dans la réalisation des objectifs prioritaires du pays en matière de développement durable	Comité d'État pour la science et la technologie du Bélarus

Activités de renforcement des capacités relatives aux partenariats public-privé

<i>N°</i>	<i>Titre, lieu, date</i>	<i>Objectif(s)</i>	<i>Partenaires</i>
1.	Forum international sur les PPP, Genève (Suisse), 30 mars-1 ^{er} avril 2016	Faire progresser les travaux sur les normes internationales en matière de PPP Présenter un certain nombre de projets de PPP qui ont pour effet de transformer les collectivités locales	-
2.	Réunion consultative du Conseil consultatif sur les PPP, Tbilissi (Géorgie), juin 2016	Aider le Gouvernement à développer la création de PPP	Ministère géorgien de l'économie
3.	Réunion consultative du Conseil consultatif sur les PPP, Chisinau (République de Moldova), juin 2016	Aider le Gouvernement à mieux mettre en place des PPP	Ministère moldove de l'économie
4.	Réunion consultative du Conseil consultatif sur les PPP, Kiev (Ukraine), juillet 2016	Aider le Gouvernement à mieux mettre en place des PPP dans le secteur de la santé	Ministère ukrainien de la santé
5.	Forum sur les PPP, Qingdao (Chine), juillet 2016	Promouvoir les travaux de la CEE sur les normes applicables aux PPP	Commission nationale chinoise du développement et des réformes
6.	Réunion consultative du Conseil consultatif sur les PPP, Brasilia (Brésil), juillet 2016	Promouvoir les travaux de la CEE sur les normes applicables aux PPP Aider le Gouvernement à mieux mettre en place des PPP	Services chargés des PPP de Bahia et de Manaus (Brésil)
7.	Atelier de formation sur les PPP, Shenzhen (Chine), août 2016	Dispenser une formation sur les PPP à des fonctionnaires asiatiques	Commission nationale chinoise du développement et des réformes
8.	Atelier sur les PPP, Sochi (Fédération de Russie), octobre 2016	Promouvoir les travaux de la CEE sur les normes applicables aux PPP	Ministère russe de l'économie

Activités de renforcement des capacités menées à l'appui du Programme spécial des Nations Unies pour les pays d'Asie centrale

<i>N°</i>	<i>Titre, lieu, date</i>	<i>Objectif(s)</i>	<i>Partenaires</i>
1.	Forum économique du SPECA intitulé « Renforcement de la compétitivité des pays participant au SPECA grâce à l'innovation, à la diversification et à l'amélioration de l'accès aux marchés, Ganja (Azerbaïdjan), octobre 2016 (à confirmer)	Évaluer les besoins des pays membres du SPECA en matière de renforcement des capacités dans divers domaines, notamment les politiques d'innovation et les PPP	Gouvernements afghan, azerbaïdjanais, kazakh, kirghize, tadjik et turkmène, CESAP et PNUD
2.	Huitième session du Groupe de travail de projet sur le développement fondé sur le savoir du SPECA et activités de renforcement des capacités connexes, Almaty (Kazakhstan) (à confirmer)	Renforcer les capacités des pays membres du SPECA pour ce qui touche au développement fondé sur le savoir	CESAP